Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Au delà du cynisme : les USA avancent à tâtons vers le château de Kafka

Par James Howard Kunstler

Région : États-Unis
Mondialisation.ca, 22 juillet 2018
kunstler.com 21 décembre 2017

« Hablando se entiende la gente » – C'est en se parlant que les gens s'entendent. (Proverbe espagnol)

Quoi que l'on pense des blancs et de leur très réelle histoire de domination et de colonialisme – d'ailleurs actuellement reflétée par certains de leurs éléments les plus censément « progressistes », notamment ceux qui, à la remorque des « élites » politiques et des intérêts privés, ne voient aucun problème à bombarder des pays étrangers au prétexte de droit-de-l'hommisme – la réponse aux problèmes de nos sociétés occidentales consiste-t-elle à les diaboliser et à diviser la population en communautés antagonistes ? Ne faudrait-il pas, au contraire, rétablir toutes les opportunités possibles de dialogue avant d'en arriver au même stade de dégradation du tissu social que les USA ?

Sur la 'longue urgence' américaine de la récession, de la mondialisation et des politiques communautaires.

Personne ne sait, de la côte Est à la côte Ouest, pourquoi nous avons tous ces problèmes dans notre république – Tom McGuane

Un peuple peut-il se remettre d'une excursion dans l'irréalité ? Le séjour des États-Unis dans un univers parallèle s'est enkysté après que Wall Street ait failli faire sauter le système financier mondial en 2008. Cette débâcle n'était que l'une des multiples manifestation des menaces contre l'ordre postmoderne, qui comprennent les lourdeurs de l'impérialisme, une dette pharamineuse, le dépassement des capacités de la planète, les fractures du mondialisme, les inquiétudes au sujet de l'énergie, les technologies de rupture, les ravages écologiques et le spectre du changement climatique.

Un sentiment de crise imminente, que j'appelle *la longue urgence,* persiste. Il est systémique et existentiel. Il met en doute notre capacité à mener une vie « normale » à l'avenir, et l'anxiété qu'il suscite est difficile à contrôler au quotidien. Il s'est d'abord manifesté dans la finance parce que c'était la plus abstraite et la plus fragile de toutes les activités majeures dont nous dépendons, et donc la plus facilement trafiquée et envoyée dans un état critique par un escadron d'opportunistes irresponsables de Wall Street. De fait, beaucoup de ménages ont été irrémédiablement détruits dans le sillage de la dénommée Grande Crise financière de 2008, malgré les déclarations triomphalistes des officiels qui annonçaient une » reprise » et la remontée artificielle des marchés depuis lors.

Avec l'élection de 2016, les symptômes de la longue urgence se sont infiltrés dans le système politique. La désinformation règne. Il n'y a pas de consensus cohérent sur ce qui se passe et il n'y a pas de propositions cohérentes pour y régler quoi que ce soit. Les deux partis sont embourbés dans la paralysie et le dysfonctionnement, et la confiance du public en eux est au plus bas. Donald Trump est considéré comme une sorte de président pirate, un flibustier élu par accident, au mieux un élément « perturbateur » du statu quo et au pire un dangereux incompétent qui joue avec le feu nucléaire.

Un état de guerre s'est installé entre la Maison-Blanche, la bureaucratie de Washington D.C. et les médias grand public. Tout authentique leadership a déserté. Les institutions vacillent. Le FBI et la CIA se comportent comme des ennemis du peuple.

Les mauvaises idées prospèrent dans ce bouillon de culture de crise permanente. Ces jours derniers, elles ont dominé la scène de tous côtés. Une espèce de pensée magique semblable à un culte primitif du cargo s'est emparée de la classe technocratique : elle semble attendre une panacée capable de perpétuer le régime du paradis consumériste et de la banlieue cossue qui constitue l'armature de la vie « normale » aux États-Unis. Ces messieurs et dames discutent de parcs de véhicules électriques sans chauffeur, de services de livraison à domicile et de modes de production d'énergie à développer pour remplacer les combustibles fossiles, en ignorant les contraintes évidentes de ressources et de capitaux et même les lois de la physique – en particulier *l'entropie*, la deuxième loi de la thermodynamique. Leur principal blocage mental est leur croyance en une croissance industrielle infinie sur une planète aux ressources non extensibles, une idée si insensée qu'elle suffit à réfuter leur statut de technocrates.

La cohorte non technocratique de la classe pensante gaspille ses heures d'éveil dans une campagne donquichottesque de destruction des restes d'une culture commune américaine et, par extension, d'une civilisation occidentale à qui ils reprochent l'échec du projet utopique moderne. Selon la logique actuelle, « l'inclusion » et la « diversité » sont obtenues en interdisant la transmission des idées, en fermant le débat, et en créant des résidences universitaires ségrégationnistes. La sexualité n'est pas censée être déterminée par la biologie, mais les personnes dites « cisgenres » (dont l'identité de genre correspond à leur sexe de naissance) sont vilipendées parce qu'elles sont trop « normées » – et contrecarrent ainsi les chances de bonheur des personnes qui s'identifient à des « genres alternatifs ». La casuistique a encore de beaux jours devant elle.

Les universités engendrent une classe de ce que Nassim Taleb appelait facétieusement des « intellectuels-mais-idiots », des hiérophantes faisant du trafic de modes et de mensonges véhiculés dans un dialecte ésotérique psycho-charlatanesque, en soutien à une croisade thérapeutique crypto-gnostique visant à transformer la nature humaine pour qu'elle corresponde à leur modèle utopique d'un monde où tout se vaut. En fait, ils n'ont produit qu'un nouveau despotisme intellectuel.

Au cas où vous n'avez pas prêté attention à leurs pitreries sur les campus — les attaques contre la raison, la justice et la décence commune, les tribunaux fantoches, les procès pour manquements à la diversité, les agressions contre les discours publics et les orateurs eux-mêmes – en voici le résumé : il ne s'agit plus d'idées ou d'idéologies ; il s'agit purement des plaisirs de la coercition, de harceler les autres. Brutaliser les autres est amusant et excitant ! En fait, c'est enivrant, et c'est récompensé par des bons points et de l'avancement professionnel. Il est étrange que cette passion pour la tyrannie soit soudainement aussi populaire dans la gauche libérale.

Jusqu'à tout récemment, le Parti démocrate ne s'abaissait pas à ce genre de chose. C'étaient les Républicains de droite qui tentaient d'interdire les livres, de censurer la musique populaire et d'étouffer la liberté d'expression. Au contraire, les Démocrates défendaient vigoureusement la liberté d'expression, y compris le principe selon lequel les idées impopulaires et gênantes devaient être tolérées afin de protéger tous les discours.

L'idée nouvelle et fausse selon laquelle une parole étiquetée « haineuse » – étiquetée par qui ? est équivalente à de la violence tout court flotte hors des écoles supérieures comme un nuage toxique d'hystérie intellectuelle concoctée dans le laboratoire de la philosophie dite « post-structuraliste », où diverses parties des corps de Michel Foucault, Jacques Derrida, Judith Butler et Gilles Deleuze ont été cousues sous un cerveau composé d'un tiers de Thomas Hobbes [1], d'un tiers de Saul Alinsky [2] et d'un tiers de Tupac Shakur pour créer un parfait monstre de Frankenstein de la pensée.

Tout se résume à la proposition selon laquelle la volonté de puissance supplante toutes les autres pulsions et valeurs humaines, en particulier la recherche de la vérité. Dans cette vision, toutes les relations humaines sont réduites à une structure binaire opprimés-oppresseurs, les premiers généralement des personnes de couleur [3] et des femmes, tous assujettis aux blancs, surtout masculins. Les tactiques politiques de ces soi-disant « opprimés » et « marginalisés » se fondent sur un credo : la fin justifie les moyens (c'est le modèle Alinsky).

C'est la recette de ce que nous appelons la politique communautaire, dont l'idée maîtresse actuelle, la quête de « justice sociale », est de faire le procès du privilège masculin blanc et, disons, du cheval sur lequel il est monté : la civilisation occidentale. Une caractéristique particulière du programme de justice sociale est le désir d'ériger des frontières strictes autour des identités raciales tout en effaçant les frontières comportementales, les frontières sexuelles et les frontières éthiques. Étant donné qu'une grande partie de ce monstre intellectuel est en fait promulguée par des professeurs blancs, des administrateurs de collèges blancs et des activistes politiques blancs contre leurs semblables, les motifs de cette campagne concertée peuvent sembler obscurs à l'observateur extérieur.

Je l'expliquerais comme une compensation psychologique, dans cette cohorte politique, de leur honte, de leur déception et de leur désespoir face à l'échec de la campagne pour les droits civils entamée dans les années 1960, qui a formé le noyau de l'idéologie progressiste. Elle n'a pas apporté l'utopie espérée. *La fracture raciale en Amérique est plus marquée que jamais, même après deux mandats d'un président noir.*Aujourd'hui, il y a plus de griefs et de ressentiment, et moins d'espoir d'un avenir meilleur que lorsque Martin Luther King plaidait en faveur du progrès social sur les marches du Lincoln Memorial en 1963. Les récents points chauds du conflit racial — Ferguson, l'embuscade de la police de Dallas, le massacre de l'église de Charleston, entre autres — n'ont pas besoin d'être répétés en détail ici pour démontrer qu'il y a beaucoup de ressentiment dans tout le pays, et pas mal de comportements agressifs des deux côtés.

La classe sous-citoyenne noire est plus étendue, plus dysfonctionnelle et plus aliénée qu'elle ne l'était dans les années 1960. Ma théorie, qui vaut ce qu'elle vaut, est que la législation sur les droits civils de 1964 et 1965, qui a éliminé les obstacles juridiques à la pleine participation des minorités raciales à la vie nationale, a suscité beaucoup d'anxiété chez les citoyens noirs au sujet de la nouvelle disposition des choses, pour une raison ou une autre. [4]

Et c'est exactement la raison pour laquelle le mouvement séparatiste noir dirigé au départ par des figures charismatiques comme Malcolm X et Stokely Carmichael est apparu comme une bonne alternative à l'époque. Une bonne partie en était sans doute le produit de la même dynamique que le reste de la contre-culture des années 60 : la rébellion des adolescents. Mais ce qui reste aujourd'hui du mouvement « Black Power » pèse encore dans l'ambivalence actuelle des Américains sur la proposition d'une culture commune, et il été exacerbé par une croisade en faveur du « multiculturalisme » et la « diversité » qui rejette effectivement le concept d'une culture nationale commune, *donc d'une égalité raciale potentielle*.

Ce qui découle de cette dynamique est le rejet de toutes les idées qui n'alimentent pas le concept des rapports de pouvoir entre oppresseurs et victimes, avec des victimes autoproclamées de plus en plus désireuses d'exercer leur pouvoir pour contraindre, punir et humilier leurs oppresseurs autoproclamés, des « privilégiés » qui consentent à être persécutés à un degré de masochisme étonnant. Personne ne s'oppose à ces absurdités. Les sanctions sociales sont trop sévères, en particulier la perte potentielle de son emploi, de son statut et de sa réputation, surtout dans les universités. Une fois que l'on est étiqueté « raciste », c'est fini. Et se hasarder à une de ces « conversations honnêtes sur les races » si souvent réclamées est un moyen assuré de finir dans les poubelles de l'histoire des campus universitaires. [5]

La mondialisation a agi, entre-temps, comme un grand niveleur. Elle a détruit ce qui restait de la classe ouvrière, qui comptait un grand nombre d'Américains blancs capables, à l'époque, de subvenir aux besoins d'une famille avec un seul emploi. Économiquement abandonnée, cette classe de blancs est tombée dans les mêmes comportements dus à la pauvreté que les noirs avant eux : pères absents, naissances hors mariage, abus de drogues. Puis la Grande Crise financière de 2008 a déclassé la classe moyenne aussi en procédant à la saisie de ses maisons et de son avenir, et dans leur désespoir, beaucoup de ces gens sont devenus des électeurs de Trump – bien que je doute que Trump lui-même ait vraiment compris ce processus. Cependant, il a vu que la classe moyenne blanche en était arrivée à s'identifier à un groupe de victimes comme les autres, ce qui lui a permis de se faire passer pour leur champion.

La matrice des rackets qui avaient provoqué la débâcle de 2008 n'a fait que s'affiner à mesure que l'ancienne *économie des choses* meurt et est remplacée par une *économie financiarisée d'escroqueries et de fraudes*. Presque plus rien dans la vie financière américaine n'est honnête, des déclarations mensongères de la Réserve fédérale aux statistiques économiques officielles des agences fédérales en passant par la manipulation des marchés, les manigances fiscales et la fraude comptable omniprésente qui sous-tend tout cela. Curieusement, la tonte systématique de la classe moyenne fondatrice est plus visible dans les rackets que sont devenus la médecine et l'éducation — deux activités qui étaient autrefois consacrées à ne pas faire de mal [6] et à la recherche de vérité !

La vie dans ce milieu de malhonnêteté omniprésente envoie les citoyens, au-delà du cynisme, dans un état d'esprit encore plus désespéré. Le public qui souffre finit par ne plus avoir la moindre idée de ce qui se passe, de ce qui se passe réellement. La boîte à outils des Lumières — la raison, l'empirisme — ne fonctionne pas dans ce labyrinthe de miroirs socio-économique, de sorte que tout ce bagage est abandonné en faveur de l'idée selon laquelle la réalité n'est qu'une construction sociale et l'histoire, celle qu'il vous plaît le plus de raconter. A droite, Karl Rove a exprimé ce point de vue il y a quelques années, lorsqu'il s'est vanté, dans la Maison Blanche de Bush le deuxième, de représenter « un empire » qui

« crée sa propre réalité ». La gauche dit à peu près la même chose dans le cadre des sornettes post-structuralistes du monde universitaire : « vous construisez votre propre réalité. » En fin de compte, les deux parties en retirent un sentiment de frustration et la croyance que seul le pouvoir a un sens.

Effacer les limites, les frontières psychologiques est une chose dangereuse. Lorsque les rackets finiront par s'effondrer – comme il se doit parce que leurs comptes ne sont pas bons – et que les réajustements vont commencer à grande échelle, le peuple américain se retrouvera dans une détresse encore plus grande qu'auparavant. A ce moment, soit personne n'aura d'argent, soit nous aurons beaucoup d'argent pour tout le monde, mais sans valeur. Quoi qu'il en soit, la faillite de la nation sera complète et rien ne marchera plus, y compris la simple survie. C'est exactement le moment où les Américains de tous bords supplieront quelqu'un d'intervenir et de relancer la machine pour que leur monde fonctionne de nouveau. Et même cela pourrait ne servir à rien.

James Howard Kunstler

Paru sur kunstler.com sous le titre *Beyond Cynicism: America Fumbles Towards Kafka's Castle*

Traduction et notes Corinne Autey-Roussel pour Entelekheia
Image Pixabay

Notes de la traduction

[1] Thomas Hobbes (1588 – 1679) est l'un des principaux apôtres du libéralisme.[2] Saul Alinsky (1909 – 1972), l'un des gourous de la gauche libérale radicale américaine, est très controversé à cause de son amoralité revendiquée.[3] Aux USA, les noirs sont très réellement opprimés et marginalisés, mais les tactiques employées par leurs défenseurs sont généralement noyées dans une marée de revendications futiles (« véganes », « antispécistes », pseudo-féministes et autres) et donc contre-productives – peut-être à dessein (du moins pour les concepteurs de ces politiques, ceux qui les mettent en œuvre pouvant être tout à fait sincères). De fait, les noirs américains sont victimes d'un énorme business qui a probablement à cœur de les maintenir dans un état d'infériorité, d'où l'inefficacité structurelle des politiques antiracistes du pays (sauf dans le cas de Martin Luther King, qui, après des années de harcèlement et de diabolisations de la part du FBI, a payé de sa vie la portée positive de son militantisme). Voir les articles traduits en français 'L'esclavage n'a jamais été aboli aux USA', et 'USA, l'esclavage encore aujourd'hui' entre autres sur ce site.[4] Il y a d'autres théories possibles, comme l'entretien délibéré d'une pauvreté endémique chez les noirs du pays, d'écoles au rabais et d'une culture criminogène qui leur est spécifiquement destinée, notamment via le business florissant du hip-hop verbalement violent.[5] On peut penser que l'auteur exagère, mais c'est bien ce climat de censure étouffante qui règne dans les universités américaines, comme l'avait dénoncé en 2015 un professeur pourtant lui-même de gauche libérale. Pour le dire simplement, seul un petit nombre d'éléments de langage stéréotypés sont autorisés. Toute sortie de cette ligne directrice, si justifiée et sincèrement antiraciste soit-elle, est passible de diabolisations qui peuvent mettre fin à une carrière. Au passage, ce totalitarisme intellectuel, avec son éventail étendu de tabous, bloque toute possibilité de solution réelle et durable au problème du racisme aux USA.[6] *Primum non nocere*, 'd'abord ne pas faire de mal' est un principe toujours enseigné aux étudiants en médecine, du moins en France. Aux USA, la médecine est aujourd'hui le terrain de jeu d'une multitudes de compagnies pharmaceutiques, dont l'omniprésence et l'omnipotence posent aujourd'hui un danger quotidien aux populations du pays. Voir, par exemple, l'épidémie d'addictions à l'héroïne et les morts en cascade causées par leur promotion de prescriptions médicales d'opiacés, qui a poussé plus de 60 grandes villes américaines à entamer des

poursuites contre les entreprises fabricantes de ces médicaments.
Quant aux études universitaires également mentionnées par Kunstler, elles sont devenues ruineuses, et le système de prêts étudiants mis en place a donné lieu à un nouveau business très lucratif — effectivement un racket.

James Howard Kunstler *est écrivain, critique social et conférencier. Son travail a été publié dans Rolling Stone, le New York Times et The Atlantic Monthly. Il est enregistré au Parti démocrate.*

La source originale de cet article est kunstler.com
Copyright © James Howard Kunstler, kunstler.com, 2018

Articles Par : **James Howard Kunstler**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca